

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

L'économie gabonaise a été durement touchée par le ralentissement économique mondial lié à la pandémie de COVID-19. Le PIB réel s'est contracté de 2,7 % en 2020, après une croissance de 3,9 % en 2019 — reflétant une baisse de 21 % de la production nationale de pétrole, une chute des prix du pétrole et un ralentissement de l'activité du secteur non pétrolier résultant des mesures visant à contenir la propagation de la COVID-19. L'inflation est passée de 2 % en 2019 à 3 % en 2020, principalement en raison de perturbations de l'approvisionnement. La détérioration de la situation économique a entraîné une baisse des recettes publiques tandis que la pandémie a entraîné des dépenses de santé et de protection sociale. Le pays a enregistré un déficit budgétaire de 5,2 % du PIB en 2020, contre un excédent de 1,4 % en 2019. Le déficit des comptes courants s'est creusé, passant de 0,3 % du PIB en 2020 à 9,5 % en raison de la chute des prix du pétrole et des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement.

Perspectives et risques

L'économie gabonaise devrait rebondir si la pandémie s'améliore au cours du second semestre 2021. Le PIB réel devrait croître de 2,1 % en 2021 et de 3,8 % en 2022. Le taux d'inflation devrait diminuer à 3 % en 2021 et 2,5 % en 2022.

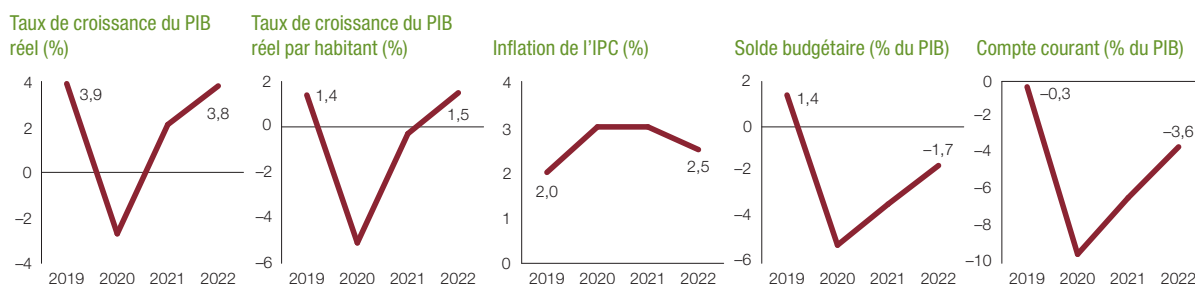
Une meilleure mobilisation des recettes non pétrolières et la maîtrise des dépenses courantes permettront de réduire le

déficit budgétaire à 3,4 % du PIB en 2021 et à 1,7 % en 2022.

Le solde du compte courant devrait rester déficitaire à 6,4 % du PIB en 2021 et à 3,6 % en 2022. Cependant, ce scénario optimiste risque d'être compromis si la pandémie se poursuit au-delà du troisième trimestre de 2021. En effet, la reprise économique mondiale serait retardée, ce qui exercerait une pression significative à la baisse sur les prix des matières premières et affecterait la croissance, les comptes publics et la balance des opérations courantes.

Questions et options de financement

La dette publique du Gabon dont la part extérieure est de 66 %, est principalement à moyen et long terme. Grâce aux réformes des finances publiques et à une gestion prudente de la dette, le ratio de la dette au PIB était de 58,7 % en 2019, contre 60,6 % en 2018. Toutefois, en 2020, ce ratio a augmenté à 74,7 % en raison des besoins de financement accrus causés par la pandémie. Le service de la dette en 2019 représentait 37 % des recettes budgétaires, mais en 2020, il était de 88,5 %, le pays ayant remboursé un peu plus de la moitié de l'encours de l'euro-obligation 2024. Bien que la dette publique soit globalement soutenable en 2020, elle est vulnérable aux risques de taux d'intérêt et de change. Après 2021, une diminution des emprunts est programmée afin de contenir l'augmentation de la dette publique, à un niveau prévu pour 2021 de 70,5 % du PIB.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.